

La mondialisation : un facteur de développement.

L'après-guerre a été une période de forte croissance pour les pays de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. Ces années ont aussi été des années de rattrapage pour les pays d'Asie dont la croissance économique a été plus forte encore. Alors que l'Occidental moyen était environ 7 fois plus riche que l'Oriental moyen dans les années 50 et 60, l'écart n'a cessé de diminuer depuis. On peut estimer que ce multiple est inférieur à 4 depuis 1995. Un facteur déterminant pour expliquer cette réalité est le rattrapage « miraculeux » de pays comme le Japon ou Taiwan dont le revenu par tête a quintuplé en une période de vingt-cinq ans, ou de la Corée du Sud qui a fait mieux encore puisque son revenu par tête a été multiplié par un facteur supérieur à 6 entre 1965 et 1990. Dans un livre récent d'où les chiffres ci-dessus sont tirés¹, les économistes Edward Prescott et Steve Parente observent en outre que la période de temps nécessaire pour doubler le niveau de revenu par tête s'est constamment réduite: pour les pays rejoignant le groupe des économies en croissance avant 1950, il a fallu 45 ans en moyenne pour passer de 10% à 20% du revenu obtenu par un Américain moyen en 1985, alors que pour franchir la même étape 15 années seulement ont suffi aux pays ayant atteint le même niveau de revenu initial après 1950.

Il n'est pas extravagant de considérer que ces performances remarquables sont en fait le résultat de la mondialisation : participation accrue des pays en question au commerce international -- il n'y a pas d'exemple de miracle économique en autarcie -- et bénéfices tirés de la libre circulation des capitaux et des idées -- les flux de capitaux, en particulier les investissements directs des entreprises étrangères qui lient financement et transfert de connaissances, ont joué un rôle prépondérant dans ces exemples de développement. Certes, tout ne va pas pour le mieux aujourd'hui au Japon, en Thaïlande, et ailleurs en Asie. Et les revendications des anti-mondialisation sont souvent loin d'être claires. Reste qu'une position sans nuances contre la mondialisation apparaît de prime abord comme une attitude contre le développement économique et la réduction des inégalités internationales.

Evidemment, l'irruption soudaine de nouveaux acteurs sur la scène économique mondiale entraîne un besoin d'ajustement de la part des pays développés. Sauf coup de chance, ces nouveaux acteurs seront compétitifs au moins partiellement dans les secteurs qui jusqu'alors nous étaients réservés. Même si leur richesse nouvelle en fait aussi des clients pour nos produits, la probabilité que certains de nos secteurs de production traditionnels souffrent de leur concurrence est élevée. Des ajustements sont donc nécessaires, et ils peuvent être douloureux pour celles et ceux qui perdent leur emploi et dont les capacités ne peuvent pas facilement être réutilisées dans les secteurs qui, eux, bénéficient de la demande nouvelle des pays émergents. Il est normal de fixer à la politique économique l'objectif de chercher à amortir le coût de ces transitions mais refuser en bloc tout ajustement c'est aussi refuser de donner une chance aux pays qui n'ont pas encore rejoint le train de la croissance.

Cela étant, l'ouverture au commerce mondial et la libre circulation des capitaux ne constituent pas des conditions suffisantes au développement. Le cas de l'Europe de l'Est illustre clairement le fait que les conditions politiques doivent, elles aussi, être réunies. Corruption, absence de démocratie, guerres et insurrections sont presque systématiquement associées aux échecs de développement. Moins dramatiquement, Prescott et Parente développent la thèse suivante : les obstacles politiques à l'adoption des nouvelles technologies et des nouveaux processus de production constituent la cause principale des énormes différences de revenu par tête subsistant encore aujourd'hui entre les pays 'leaders' et ceux qui restent à la traîne du commerce et de l'économie mondiale. N'est-il pas ironique d'observer le lien établi quasi-systématiquement entre mondialisation, source de tous les maux, et toute puissance de l'économie dès lors que la faillite la plus évidente, dans le cas de pays souffrant de sous-développement, serait celle du système politique et des politiciens ?

Jean-Pierre Danthine
Professeur à l'École des HEC de l'UNIL

¹ S. Parente et E. Prescott, *Barriers to Riches*, MIT Press (2000). Une traduction française paraîtra prochainement aux éditions Payot